

COGELEC

Société anonyme

370 rue de Maunit,

85 290 Mortagne sur Sèvre

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ACCIOR – A. R. C.
53, rue Benjamin Franklin - CS 80654
85016 La Roche-sur-Yon Cedex
S. A. S au capital de 40 000 €
343 156 766 RCS La Roche-sur-Yon
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale Ouest Atlantique

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S. A. S. au capital de 2 201 424 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes
inscrite à la Compagnie Régionale de
Versailles et du Centre

COGELEC

Société anonyme

370 rue de Maunit,

85 290 Mortagne sur Sèvre

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société COGELEC

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COGELEC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation et dépréciation des immobilisations incorporelles issues de développement

Les notes de l'annexe « règles et méthodes comptables – Immobilisations corporelles et incorporelles » et « règles et méthodes comptables – Dépréciation des actifs non financiers » exposent :

- les critères d'activation des frais de développement encourus par la société et leur mode d'amortissement;
- la méthodologie de réalisation de tests de dépréciation et l'analyse de leur sensibilité sur les hypothèses clés.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement. Nous avons également examiné les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation fondés sur les prévisions de flux de trésorerie, et contrôlé la cohérence des hypothèses utilisées avec les données prévisionnelles issues de plans stratégiques établis sous le contrôle de la direction de la société. Enfin, nous avons vérifié que les notes de l'annexe des comptes annuels donnent une information appropriée.

Comptabilisation des produits

Les notes de l'annexe « Notes sur le compte de résultat – Chiffre d'affaires » exposent le mode de comptabilisation du chiffre d'affaires en résultat.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes annuels, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Roche sur Yon et Saint Herblain, le 9 avril 2025

Les commissaires aux comptes

ACCIOR – A.R.C.

Deloitte & Associés

 *CAILLAUD Sébastien*

radigue Guillaume

Sébastien CAILLAUD

Guillaume RADIGUE

4. COMPTES ANNUELS DE LA SOCIETE AU 31 DECEMBRE 2024

Dans l'ensemble des états financiers et annexes, les montants sont indiqués en milliers d'Euros (K€), sauf indication contraire, et les différences de ± 1 K€ sont dues aux arrondis.

4.1 COMPTE DE RESULTAT

| <i>En milliers d'Euros</i> | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|---|---------------|---------------|
| Produits d'exploitation | | |
| Ventes de marchandises | | |
| Production vendue (biens) | 44 893 | 40 945 |
| Production vendue (services) | 25 034 | 21 840 |
| Chiffre d'affaires net | 69 927 | 62 785 |
| <i>Dont à l'exportation et livraison intracommunautaire</i> | <i>7 046</i> | <i>5 846</i> |
| Production stockée | 3 969 | -36 |
| Production immobilisée | 3 881 | 3 006 |
| Subventions d'exploitation | 51 | 48 |
| Reprises sur provisions (&amort), tsf charges | 1 455 | 1 227 |
| Autres produits | 22 | 63 |
| Total produits d'exploitation (I) | 79 305 | 67 094 |
| Charges d'exploitation (2) | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | 25 093 | 18 910 |
| Variations de stock | -736 | -183 |
| Autres achats et charges externes (a) | 16 697 | 14 963 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 819 | 776 |
| Salaires et traitements | 15 135 | 13 544 |
| Charges sociales | 7 001 | 5 230 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | | |
| – Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 3 352 | 3 589 |
| – Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | 377 |
| – Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | 996 | 511 |
| – Pour risques et charges : dotations aux provisions | 250 | 251 |
| Autres charges | 4 431 | 9 680 |
| Total charges d'exploitation (II) | 73 039 | 67 649 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 6 266 | -554 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | |
| Produits financiers | | |
| De participation (3) | 993 | 1 172 |
| D'autres valeurs mobilières et créances actif immobilisés | | 0 |
| Autres intérêts et produits assimilés (3) | 769 | 539 |
| Reprises sur provisions et dépréciat.et tsf char | 1 123 | 1 607 |
| Différences positives de change | 52 | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mob.de p | | |
| Total produits financiers (V) | 2 937 | 3 318 |
| Charges financières | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations. | | |
| Intérêts et charges assimilées (4) | 177 | 141 |
| Différences négatives de change | 0 | 40 |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières | | |
| Total charges financières (VI) | 177 | 181 |
| RESULTAT FINANCIER (V-IV) | 2 760 | 3 137 |
| RESULTAT COURANT avant impôt | 9 026 | 2 583 |
| Produits exceptionnels | | |
| Sur opérations de gestion | 44 | |
| Sur opérations en capital | 213 | 73 |

| | | |
|---|--------------|--------------|
| Reprises sur provisions et dépréciation et tsf charges | 181 | 10 |
| Total produits exceptionnels (VII) | 439 | 83 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Sur opérations de gestion | 220 | 17 |
| Sur opérations en capital | 150 | 345 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions | 153 | 13 |
| Total charges exceptionnelles (VIII) | 523 | 376 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | -84 | -293 |
| Participation des salariés aux résultats (IX) | 1 123 | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | 2 161 | 59 |
| Total des produits (I+III+V+VII) | 82 680 | 70 495 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X) | 77 022 | 68 264 |
| BENEFICE OU PERTE | 5 658 | 2 231 |
| (a) Y compris : | | |
| – Redevances de crédit-bail mobilier | | |
| – Redevances de crédit-bail immobilier | 747 | 747 |
| (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs | | |
| (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs | | |
| (3) Dont produits concernant les entités liées | 993 | 1 172 |
| (4) Dont intérêts concernant les entités liées | | |

4.2 BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

4.2.1 ACTIF

| En milliers d'Euros | 31 décembre 2024 | | | 31 décembre 2023 |
|--|------------------|--------------------------------|----------------|------------------|
| | Valeurs brutes | Amortissement Dépréciations | Valeurs nettes | Valeurs nettes |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | 20 094 | 15 431 | 4 663 | 1 895 |
| Concessions, brevets, licences, logiciels, drts & val.similaires | 985 | 880 | 104 | 161 |
| Fonds commercial (1) | 1 927 | | 1 927 | 1 927 |
| Autres immobilisations incorporelles | 3 762 | 403 | 3 359 | 4 379 |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 18 321 | 14 120 | 4 200 | 3 755 |
| Autres immobilisations corporelles | 4 382 | 1 936 | 2 446 | 2 455 |
| Immobilisations corporelles en cours | 938 | | 938 | 673 |
| Avances et acomptes | | | | 203 |
| Immobilisations financières (2) | | | | |
| Participations (mise en équivalence) | | | | |
| Autres participations | 435 | | 435 | 435 |
| Créances rattachées aux participations | 22 456 | 20 415 | 2 041 | 2 279 |
| Autres titres immobilisés | 200 | | 200 | 200 |
| Prêts | 1 | | 1 | |
| Autres immobilisations financières | 4 282 | | 4 282 | 3 736 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 77 783 | 53 186 | 24 597 | 22 099 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | 11 847 | 427 | 11 420 | 10 608 |
| En-cours de production (biens et services) | 6 827 | 208 | 6 620 | 3 987 |
| Produits intermédiaires et finis | 3 082 | 292 | 2 790 | 1 299 |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes Créances (3) | 141 | | 141 | 122 |
| Clients et comptes rattachés | 14 235 | 1 797 | 12 438 | 13 404 |
| Autres créances | 1 598 | 275 | 1 323 | 2 478 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Divers | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 20 618 | | 20 618 | 18 605 |
| Disponibilités | 3 679 | | 3 679 | 3 144 |
| Charges constatées d'avance (3) | 4 793 | | 4 793 | 3 672 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 66 822 | 2 998 | 63 823 | 57 317 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 144 604 | 56 185 | 88 420 | 79 416 |
| (1) Dont droit au bail | | | | |
| (2) Dont à moins d'un an (brut) | | | 4 071 | 3 492 |
| (3) Dont à plus d'un an (brut) | | | 5 411 | 3 543 |

4.2.2 PASSIF

| <i>En milliers d'Euros</i> | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|--|------------------|------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital | 4 004 | 4 004 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | 4 902 | 4 902 |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserve légale | 400 | 400 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | 6 | 6 |
| Autres réserves | 1 913 | 2 833 |
| Report à nouveau | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 5 658 | 2 231 |
| Subventions d'investissement | 9 | 15 |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 16 891 | 14 390 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | 2 334 | 1 523 |
| Provisions pour charges | 22 | 152 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 2 356 | 1 675 |
| DETTES (1) | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 11 583 | 16 637 |
| Emprunts et dettes financières diverses (3) | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 7 040 | 5 622 |
| Dettes fiscales et sociales | 7 072 | 3 836 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 22 | 147 |
| Autres dettes | 3 406 | 2 451 |
| Produits constatés d'avance (1) | 40 049 | 34 656 |
| TOTAL DETTES | 69 173 | 63 350 |
| Ecarts de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 88 420 | 79 416 |
| (1) Dont à plus d'un an (a) | 42 826 | 42 493 |
| (1) Dont à moins d'un an (a) | 26 346 | 20 857 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | 1 | 1 |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

4.3 ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

4.3.1 EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2024

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Mise en place de plans d'attributions gratuites d'actions

Faisant usage de l'autorisation conférée par la 9^{ème} résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 22 juin 2023, le Conseil d'Administration a, lors de sa réunion du 26 mars 2024, décidé de renouveler dans les mêmes termes le programme de rachat d'actions mis en œuvre le 16 novembre 2022 aux fins de couvrir les futurs plans d'attributions gratuites d'actions pour une durée de 18 mois à compter de ladite assemblée générale, soit jusqu'au 22 décembre 2024.

Le Conseil d'Administration a également, lors de sa réunion du 26 mars 2024, fait usage de l'autorisation conférée par la 16^{ème} résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 22 juin 2023 afin de mettre en place plusieurs plans d'attributions gratuites d'actions au bénéfice de certains membres du personnel salarié de la Société et plus généralement du Groupe dont :

- (i) Les membres du Comité de Direction du Groupe (à l'exception de Roger LECLERC), à hauteur d'un maximum de 120.000 actions, représentant 1,35% du capital social de la Société à la date d'attribution (le « **Plan n°2024-01** ») ;
- (ii) Les *managers* locaux des filiales du Groupe, à hauteur d'un maximum de 60.000 actions, représentant 0,67% du capital social de la Société à la date d'attribution réparties à hauteur de 20.000 actions chacun entre le *manager* de la division britannique du Groupe (le « **Plan n°2024-02-01** »), la *manager* de la division allemande du Groupe (le « **Plan n° 2024-02-02** ») et le *manager* de la division néerlandaise du Groupe (le « **Plan n° 2024-02-03** ») ;
- (iii) Certains collaborateurs hauts potentiels et contributeurs clés du Groupe, à hauteur d'un maximum de 250.000 actions, représentant 2,81% du capital social de la Société à la date d'attribution (le « **Plan n° 2024-03** »).

L'ensemble de ces plans est soumis à une période d'acquisition de 40 mois (sans période de conservation), soit le 26 juillet 2027, et à des conditions de présence et de performance, ayant pour objectif la croissance de la Société et la création de valeur pour ses actionnaires.

La mise en place de ces plans a pour but de renforcer les liens existants entre la Société et les salariés concernés du Groupe en leur offrant la possibilité d'être plus étroitement associés au développement et aux performances futures de la Société et plus généralement du Groupe.

Ces plans représentent par ailleurs pour la Société un coût réduit en matière d'instrument de motivation et, pour les actionnaires, un effet dilutif maîtrisé.

Les actions émises à l'issue de la période d'acquisition pourront être des actions ordinaires nouvelles ou des actions existantes, acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société, tel que décrit à la section 1.4.3 du rapport de gestion.

Le Conseil d'Administration a également, lors de sa réunion du 12 décembre 2024, fait usage de l'autorisation conférée par la 17^{ème} résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 24 juin 2024 afin de mettre en place un nouveau plan d'attribution gratuite d'actions au bénéfice de certains collaborateurs hauts potentiels et contributeurs clés du Groupe (le « **Plan n°2024-03 Bis** ») à hauteur de 55 000 actions maximum.

Lors de cette réunion, le Conseil d'Administration a également mis en place un plan d'attribution gratuite d'actions ordinaires au bénéfice de certains collaborateurs hauts potentiels et contributeurs clés de la filiale britannique du Groupe (le « Plan n°2024-02-01 Bis ») à hauteur de 10 000 actions maximum, et au bénéfice de certains collaborateurs hauts potentiels et contributeurs clés de la filiale allemande du Groupe (le « Plan n°2024-02-02 Bis ») à hauteur de 5 000 actions maximum.

La période d'acquisition de ces nouveaux plans arrivera également à échéance le 26 juillet 2027 (sans période de conservation), lesdits plans étant soumis à des conditions de présence et de performance, ayant pour objectif la croissance de la Société et la création de valeur pour ses actionnaires.

La mise en place de ces nouveaux plans a pour but, comme le Plan n°2024-03, de reconnaître les performances opérationnelles de certains collaborateurs hauts potentiels et contributeurs clés du Groupe et de renforcer leurs liens avec la Société en leur offrant la possibilité d'être plus étroitement associés au développement et aux performances futures de la Société et plus généralement du Groupe. Ces plans représentent par ailleurs pour la Société un coût réduit en matière d'instrument de motivation et, pour les actionnaires, un effet dilutif maîtrisé.

Ces éléments de rémunération du personnel réglés en instruments de capitaux propres sont comptabilisés en « Charges de personnel » au compte de résultat, en contrepartie des capitaux propres.

La charge totale est évaluée à la date d'attribution en tenant compte de toutes les conditions spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur, et répartie linéairement sur la période d'acquisition des droits.

Compte tenu des départs de salariés depuis la mise en place des Plan n°2024-01, Plan n°2024-02-01, Plan n°2024-02-02, Plan n°2024-02-03 et Plan n°2024-03, ceux-ci aboutiraient, à la date du présent rapport, à l'attribution de 385 000 actions. Pour cela, il a été retenu une probabilité de présence, à la date d'acquisition, de 100% des salariés encore présents au 31 décembre 2024. Ces hypothèses arrêtées, la charge liée à ces plans s'élève à 812 K€, contribution patronale comprise. La part concernant les salariés des filiales étrangères a été refacturée à Intratone LTD et Intratone BV pour un montant global de 59 k€.

En revanche, les plans ayant été approuvés fin décembre 2024 n'ont fait l'objet d'aucune provision pour sortie de ressources sur l'exercice 2024.

Fiscalité

Le 9 décembre 2022, COGELEC a reçu un avis de vérification de comptabilité portant sur les exercices 2020 et 2021. Cet examen a commencé en janvier 2023. Le 8 décembre 2023, la Société a reçu une proposition de rectification interruptive de prescription visant uniquement l'exercice clos le 31 décembre 2020 en matière de TVA et d'IS et excluant le CIR 2020 déposé en 2021. Les montants redressés ont été acceptés par la Société pour un montant de 10 335 euros au titre de la TVA et de 13 973 euros au titre de l'IS.

Le 22 octobre 2024, la Société a également accepté la procédure de régularisation en matière de CIR (2020 et 2021) pour la somme de 134 167 € et de TVA (2021) pour la somme de 21 443 €. L'ensemble de ces montants a été normalement acquitté auprès des services fiscaux en novembre 2024.

Démarrage Kibolt

Les premières ventes de la clé Kibolt Smart ont débuté en septembre 2024. La Société a donc commencé l'amortissement de l'ensemble des frais de R&D ayant été capitalisés à l'actif du bilan pour un montant de 2 126 208 €.

Abandons de créances

Afin de financer le développement commercial de ses filiales, la Société a consenti différentes avances ces dernières années, réduites par les abandons de créances de 3,85 M€ consentis au cours des exercices 2023 et 2024 (avec clause de retour à meilleur fortune), soit un montant cumulé de 22,5 M€ au 31 décembre 2024. Ces avances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 20,4 M€ dans les comptes sociaux, et concernent les créances rattachées aux filiales anglaise et allemande.

De plus dans le cadre de sa politique de prix de transfert, la Société a pris en charge une contribution au coût de distribution de ses filiales pour un montant de 4,1 M€ pour l'année 2024.

4.3.2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

4.3.2.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais de développement sont essentiellement des frais engagés pour développer des produits qui donnent lieu à un ou plusieurs brevets.

Les frais de développement sont ainsi immobilisés dans la mesure où les six critères définis sont respectés :

- Faisabilité technique en vue de la mise en service ou de la vente,
- Intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre,
- Capacité à l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques probables,
- Disponibilité des ressources pour achever le développement et utiliser ou vendre,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées aux différents projets.

Les frais de développement activés sont des frais directement affectables à un projet, tels qu'ils résultent du suivi des coûts par projet.

La société analyse régulièrement le respect des critères d'activation. Ces frais sont maintenus à l'actif, tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux projets, et notamment lorsque la société conserve la propriété intellectuelle et a accordé un droit temporaire d'utilisation et/ou d'exploitation des résultats des phases de développement.

Les projets de développement en cours font l'objet de tests de dépréciation.

Les frais activés sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue par la société, sur une durée de cinq ans, à compter du lancement de leur commercialisation.

Les améliorations de projets sont amorties sur la durée d'amortissement initiale - la durée déjà amortie (minimum 1 an).

Le matériel mis à disposition des clients dans le cadre des contrats est immobilisé et amorti sur la durée du contrat. Le matériel est valorisé au prix de revient.

4.3.2.2 Dépréciation des actifs non financiers

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels à durée de vie définie dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre leur valeur de marché diminuée des coûts de cession et leur valeur d'utilité estimée selon la méthode des DCF (actualisation des flux de trésorerie).

L'actualisation des flux est réalisée sur une durée limitée à 5 ans et le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital de l'entité concernée.

Le coût moyen pondéré du capital retenu pour 2024 est de 9 %.

Les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié.

Pour les immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée d'utilisation est indéterminée, les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an à date fixe et entre deux dates s'il existe un indice de perte de valeur.

Les tests de dépréciation, effectués selon la méthodologie décrite ci-dessus, n'ont pas conduit à constater de dépréciation complémentaire sur les projets de R&D en cours ou en service à fin 2024. Un test de sensibilité, avec un coût moyen pondéré du capital compris dans un intervalle de 8% à 10% a été réalisé et aboutit à la même conclusion. Une dépréciation intégrale est néanmoins constatée sur deux projets abandonnés pour un montant total de 475 k€ au 31 décembre 2024 contre 539 k€ au 31 décembre.

4.3.2.3 Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

| | |
|---|---|
| - Concessions, logiciels et brevets : | 1 à 5 ans |
| - Installations techniques : | 1 à 10 ans |
| - Matériel et outillage industriels : | 1 à 10 ans (dont platines et blocs GSM de 5 à 10 ans) |
| - Installations générales, agencements et aménagements divers : | 2 à 35 ans |
| - Matériel de transport : | 2 à 5 ans |
| - Matériel informatique : | 2 à 5 ans |
| - Mobilier : | 3 à 10 ans |

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

4.3.2.4 Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

4.3.2.5 Titres de participation et avances en compte courant

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les comptes courants des filiales étrangères font l'objet de dépréciation dès lors qu'ils correspondent au financement de pertes antérieures accumulées dont l'horizon de remboursement s'avèrerait trop lointain.

Au 31 décembre 2024, une dépréciation sur créances rattachées aux filiales est enregistrée pour 20,4 M€.

4.3.2.6 Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

4.3.2.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4.3.2.8 Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

4.3.2.9 Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

4.3.2.10 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont étalées sur plusieurs exercices.

4.3.2.11 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

4.3.2.12 Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

4.3.2.13 Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Dans les comptes sociaux de COGELEC, les engagements retraites sont considérés comme des engagements hors bilan.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,16 %
- Taux de croissance des salaires : 4 % dégressif
- Taux de rotation : moyen
- Age de départ à la retraite : 65 ans pour les cadres et 64 ans pour les non-cadres
- Table de taux de mortalité : INSEE 2017-2019
- Méthode de calcul retenue : méthode ANC 2021

4.3.3 NOTES AU BILAN

4.3.3.1 Actif immobilisé

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

| En milliers d'€ | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|---------------------|---------------|--------------|-------------------|
| – Frais d'établissement et de développement | 16 124 | 3 970 | | 20 094 |
| – Fonds commercial | 1 927 | | | 1 927 |
| – Autres postes d'immobilisations incorporelles | 5 783 | 2 992 | 4 029 | 4 747 |
| Immobilisations incorporelles | 23 834 | 6 963 | 4 029 | 26 768 |
| – Terrains | | | | |
| – Constructions sur sol propre | | | | |
| – Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| – Instal.générales, agencements et aménagements constr | | | | |
| – Instal.techniques, matériel et outillage industriels | 16 274 | 2 051 | 4 | 18 321 |
| – Instal.générales, agencements aménagements divers | 2 329 | 216 | | 2 545 |
| – Matériel de transport | 24 | | | 24 |
| – Matériel de bureau et informatique, mobilier | 1 792 | 217 | 197 | 1 812 |
| – Emballages récupérables et divers | | | | |
| – Immobilisations corporelles en cours | 673 | 558 | 294 | 938 |
| – Avances et acomptes | 203 | 251 | 454 | |
| Immobilisations corporelles | 21 297 | 3 294 | 950 | 23 641 |
| – Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| – Autres participations | 24 253 | 2 983 | 4 345 | 22 891 |
| – Autres titres immobilisés | 200 | | | 200 |
| – Prêts et autres immobilisations financières | 3 736 | 624 | 77 | 4 284 |
| Immobilisations financières | 28 188 | 3 607 | 4 421 | 27 374 |
| ACTIF IMMOBILISE | 73 319 | 13 863 | 9 400 | 77 783 |

Dans le cadre de la première application du règlement n°2015-06 du 23 novembre 2015, modifiant le règlement n°2014-03 de l'autorité des normes comptables relatif au Plan Comptable Général, le mali technique de fusion inscrit au bilan à l'ouverture au poste fonds commercial, a été affecté aux actifs sous-jacents sur lesquels existent des plus-values latentes fiables et significatives, selon les informations disponibles à la date d'ouverture de l'exercice.

Le mali technique se rattachant exclusivement aux contrats d'abonnements conclus par la société INTRATONE TELECOM, il est donc inscrit en totalité à l'actif de la société COGEELEC dans un sous compte du fonds commercial. Le fonds de commerce n'est ni amorti ni déprécié en l'absence d'indice de perte de valeur identifié à la clôture.

Les flux s'analysent comme suit :

| En milliers d'€ | Immobilisations incorporelles | Immobilisations corporelles | Immobilisations financières | TOTAL |
|--------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|---------------|
| Ventilation des augmentations | | | | |
| Virements de poste à poste | 3 970 | 733 | | 4 703 |
| Virements de l'actif circulant | | | | |
| Acquisitions | 2 992 | 2 560 | 3 607 | 9 160 |
| Apports | | | | |
| Créations | | | | |
| Réévaluations | | | | |
| Augmentations de l'exercice | 6 963 | 3 294 | 3 607 | 13 863 |
| Ventilation des diminutions | | | | |
| Virements de poste à poste | 3 955 | 748 | | 4 703 |
| Virements vers l'actif circulant | | | | |
| Cessions | | 4 | 77 | 81 |
| Scissions | | | | |
| Mises hors service | 74 | 197 | 4 345 | 4 616 |
| Diminutions de l'exercice | 4 029 | 950 | 4 421 | 9 400 |

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles dont la VNC s'établit à 10 054 k€ tiennent compte de projets R & D en cours pour 3 359 k€, de projets de R&D commercialisés pour 4 663 k€, d'un fonds commercial de 1 927 k€ et de brevets pour 104 k€ au 31 décembre 2024.

Les augmentations de l'exercice de 6 963 k€, concernant les immobilisations incorporelles correspondent à :

- La mise en service de projet de développement pour 3 970 k€
- La comptabilisation en projets en cours pour 2 975 k€
- La mise en service de logiciels pour 17 k€

| En milliers d'€ | Montant Brut |
|---------------------------|---------------|
| Activation projets | 20 094 |
| Frais de recherche | 20 094 |

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les augmentations de l'exercice, concernant les immobilisations corporelles, s'élèvent à 3 294 k€, et correspondent principalement aux :

- Matériel et outillage pour 2 051 k€ dont production immobilisée de matériels en lien avec les contrats classiques et Prémium pour 1 269 k€
- Immobilisations corporelles en cours (matériels) pour 463 k€
- Avances et acomptes sur matériel pour 251 k€
- Matériel informatique et mobilier pour 217 k€
- Agencements, aménagements installations pour 216 k€
- Immobilisations corporelles en cours (constructions) pour 95 k€

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Le montant des acquisitions financières s'élève à 3 607 k€ dont principalement :

- Avances de fonds aux filiales pour 2 983 k€
- Acquisitions d'actions propres pour 578 k€
- Versement dépôts et cautions pour 43 k€

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

| En milliers d'€ | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|---------------------|--------------|------------|-------------------|
| Frais d'établissement et de développement | 14 229 | 1 202 | | 15 431 |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 807 | 74 | | 880 |
| Immobilisations incorporelles | 15 035 | 1 276 | | 16 311 |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements et aménagements | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | 12 417 | 1 633 | 2 | 14 048 |
| Installations générales, agencements aménagements divers | 487 | 224 | | 712 |
| Matériel de transport | 24 | | | 24 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 1 179 | 219 | 197 | 1 200 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 14 108 | 2 076 | 199 | 15 985 |
| ACTIF IMMOBILISE | 29 144 | 3 352 | 199 | 32 296 |

4.3.3.2 Actif circulant

ETATS DES CREANCES

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 47,4 M€ et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| En milliers d'Euros | Montant brut | Echéances à - 1 an | Echéances à + 1 an |
|--|---------------|--------------------|--------------------|
| Créances à l'actif immobilisé | | | |
| Créances rattachées à des participations | 22 456 | | 22 456 |
| Prêts | 1 | 1 | |
| Autres | 4 282 | 4 070 | 212 |
| Créances de l'actif circulant | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 14 235 | 14 235 | |
| Autres | 1 598 | 1 323 | 275 |
| Capital souscrit - appelé, non versé | | | |
| Charges constatées d'avance | 4 793 | 1 462 | 3 332 |
| TOTAL | 47 366 | 21 091 | 26 275 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | 3 | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | 2 | | |

Les créances à plus d'un an d'un montant total de 26 275 k€ se décomposent ainsi :

- Avances faites aux filiales 22 456 k€
- CCA pour 3 332 k€ (dont CCA sur commissions PREMIUM pour 185 k€ et cartes SIM pour 3 107 k€)
- Créances sur extension 275 k€
- Dépôts et cautions pour 212 k€

Le montant des créances à moins d'un an de 21 091 k€ comprend principalement :

- Les créances clients hors douteux pour 12 430 k€
- Clients douteux pour 1 804 k€, dont intragroupe pour 1 757 k€
- Les actions propres pour 3 995 k€
- CCA pour 1 461 k€
- La tva déductible pour 980 k€
- Fournisseurs, avoirs à établir/fournisseurs débiteurs pour 283 k€
- Les dépôts et cautionnements pour 75 k€

PRODUITS A RECEVOIR

| En milliers d'€ | Montant |
|---------------------------------------|------------|
| Clients intercos - factures à établir | 29 |
| Fournisseurs et avances à recevoir | 199 |
| Org.sociaux prod.à recevoir | 19 |
| Etat produits à recevoir | |
| Deb.divers produits à recevoir | |
| Intérêts courus à recevoir | 572 |
| Total | 819 |

DEPRECIATION DES ACTIFS

Les flux s'analysent comme suit :

| En milliers d'€ | Dépréciation début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprise de l'exercice | Dépréciation fin exercice |
|--|----------------------------------|-------------------------|-----------------------|---------------------------|
| Immobilisations incorporelles | 436 | | 33 | 403 |
| Immobilisations corporelles | 102 | | 30 | 72 |
| Immobilisations financières | 21 538 | | 1 123 | 20 415 |
| Stocks | 1 038 | 121 | 233 | 926 |
| Créances et valeurs mobilières | 1 132 | 1 028 | 87 | 2 073 |
| Total | 24 246 | 1 149 | 1 506 | 23 889 |
| Répartition des dotations et reprises : | | | | |
| Exploitation | | 996 | 383 | |
| Financières | | | 1 123 | |
| Exceptionnelles | | 153 | 0 | |

Dépréciation des immobilisations :

La dépréciation des immobilisations incorporelles concerne deux projets de R&D dépréciés respectivement pour 56 k€ et 348 k€.

La dépréciation des immobilisations financières d'un montant global de 20 415 k€ concerne la dépréciation des créances rattachées aux participations, dont :

- Filiale Intratone GMBH : 12 830 k€
- Filiale Intratone UK : 7 585 k€

La dépréciation des créances d'un montant total de 2 073 k€ concerne principalement les filiales :

- Filiale Intratone GMBH : 1 493 K€
- Filiale Intratone UK : 264 k€

4.3.3.3 Capitaux propres

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Capital social d'un montant de 4 004 121,60 € décomposé en 8 898 048 titres d'une valeur nominale de 0,45 €.

Les 8 898 048 actions se décomposent en :

- 3 550 963 actions au porteur assorties d'un droit de vote simple, dont 548 403 actions propres détenues.
- 5 347 085 actions nominatives dont 20 assorties d'un droit de vote simple et 5 347 065 actions sont assorties d'un droit de vote double.

Précisions concernant les actions propres rachetées par COGEELEC :

- Nombre d'actions propres détenues au 31/12/2024 : 603 716 actions
- Valeur des actions propres détenues au 31/12/2024 : 3 994 761 €
- Nombre d'actions propres acquises sur l'année 2024 : 107 690 actions
- Valeur des actions propres acquises sur l'année 2024 : 1 030 287 €
- Nombre d'actions propres cédées sur l'année 2024 : 52 377 actions
- Valeur des actions propres cédées sur l'année 2024 : 585 128 €

L'ensemble de ces actions est comptabilisé en compte 277.

Mise en place des premiers plans d'attributions gratuites d'actions, par le Conseil d'Administration le 26 mars 2024 :

- Nombre total d'actions pouvant être émises : 430 000
- Nombre d'actions devenues caduques : 45 000
- Nombre d'actions attribuées sur l'exercice : 0
- Valeur initiale des actions au 26 mars 2024 : 6,39 €

Mise en place de nouveaux plans d'attributions gratuites d'actions, par le Conseil d'Administration le 12 décembre 2024 :

- Nombre total d'actions pouvant être émises : 70 000
- Nombre d'actions attribuées sur l'exercice : 0
- Valeur initiale des actions au 12 décembre 2024 : 6,39 €

AFFECTATION DU RESULTAT

Décision de l'assemblée générale du 24 juin 2024 :

| En milliers d'€ | Montant |
|--|--------------|
| Report à Nouveau de l'exercice précédent | |
| Résultat de l'exercice précédent | 2 231 |
| Prélèvements sur les réserves | 920 |
| Total des origines | 3 151 |
| Affectations aux réserves | |
| Distributions | 3 151 |
| Autres répartitions | |
| Report à Nouveau | |
| Total des affectations | 3 151 |

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

| En milliers d'€ | Solde au 01/01/2024 | Affectation des résultats | Augmentations | Diminutions | Solde au 31/12/2024 |
|-------------------------------|------------------------|------------------------------|---------------|--------------|------------------------|
| Capital | 4 004 | | | | 4 004 |
| Primes d'émission | 4 902 | | | | 4 902 |
| Réserve légale | 400 | | | | 400 |
| Réserves générales | 2 833 | -920 | | 920 | 993 |
| Réserves réglementées | 6 | | | | 6 |
| Report à Nouveau | | | | | |
| Résultat de l'exercice | 2 231 | -2 231 | 5 658 | 2 231 | 3 427 |
| <i>Dividendes</i> | | 3 151 | | | 3 151 |
| Subvention d'investissement | 15 | | | 6 | 9 |
| Total Capitaux Propres | 14 390 | | 5 658 | 3 157 | 16 891 |

4.3.3.4 Provisions

| En milliers d'€ | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|---|-----------------------------------|-------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|
| Litiges | 846 | | 195 | | 651 |
| Garanties données aux clients | 677 | | 56 | | 621 |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | | | | | |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales | | | | | |
| Sur congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 152 | 1 062 | 130 | | 1 084 |
| TOTAL | 1 675 | 1 062 | 382 | | 2 356 |
| Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : | | | | | |
| Exploitation | | 1 062 | 201 | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | | 181 | | |

Provision sur litige : Fin décembre 2021, COGELEC a dû résilier le marché confié à un contractant général pour la construction de l'extension de ses locaux, COGELEC ayant constaté l'arrêt de l'intervention de ses sous-traitants sur son site. En effet, cet arrêt de chantier faisait suite au non-paiement par le contractant général des travaux réalisés par les sous-traitants sur le site de COGELEC et qui n'étaient pas terminés à fin 2021. Compte tenu du contexte juridique complexe et de l'issue incertaine de cette affaire, le Groupe a constitué une provision pour risques de 1 059 k€ à fin 2021. Cette provision a été actualisée au 31 décembre 2024, pour porter le risque à 616 k€.

Provision garantie sur le matériel de la gamme Intratone pour un montant global de 621 k€.

Les coûts SAV ont été provisionnés sur la base de la durée de garantie des produits, soit 3 ans. Les taux servant au calcul ont été réactualisés sur 2024, et sur la base des coûts observés sur les dernières années, rapportés au chiffre d'affaires de l'année de vente des produits concernés par les dépenses de SAV engagées.

La mise à disposition du matériel en échange des articles en SAV a entraîné sur l'exercice la comptabilisation d'une provision pour charge liée à la neutralisation de la marge sur les produits avancés en attente de retour à hauteur de 22 k€.

Des premiers plans d'attributions gratuites d'actions ont été mis en place par le conseil d'administration du 26 mars 2024. Une provision est comptabilisée au 31 décembre 2024 pour étaler la sortie future de ses actions avec un étalement de 40 mois. Elle s'élève à 812 k€ au 31 décembre 2024.

Concernant l'arrêt de la commercialisation de Vigik V2, il a été comptabilisé une provision pour 250 k€.

4.3.3.5 Dettes

ETAT DES DETTES

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 69 173 k€ et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| En milliers d'€ | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | 1 à 5 ans |
|---|---------------|---------------------------|--------------------------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| – à 1 an au maximum à l'origine | 1 | 1 | | |
| – à plus de 1 an à l'origine | 11 582 | 4 397 | 7 185 | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 7 040 | 7 040 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 7 072 | 7 072 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 22 | 22 | | |
| Autres dettes (**) | 3 406 | 3 406 | | |
| Produits constatés d'avance | 40 049 | 4 409 | 16 012 | 19 629 |
| Total | 69 173 | 26 346 | 23 197 | 19 629 |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | 5 051 | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

CHARGES A PAYER

| En milliers d'€ | Montant |
|-------------------------------------|--------------|
| Fournisseurs factures à recevoir | 2 257 |
| Fournisseurs factures non parvenues | |
| Int.courus s/emprunts | 12 |
| Intérêts courus à payer | 1 |
| Dettes provis.pr congés payer | 1 296 |
| Personnel charges à payer | 1 715 |
| Charges sociales s/congés payer | 515 |
| Organismes sociaux ch. à payer | 464 |
| Taxe Apprentissage | 13 |
| Formation Continue | 0 |
| Effort Construction | 67 |
| Etat charges à payer | 261 |
| Clients rrr & avances à accorder | 2 813 |
| Total | 9 414 |

4.3.3.6 Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| En milliers d'€ | Charges d'Exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|-----------------------------|------------------------|---------------------|-------------------------|
| Charges constatées d'avance | 4 037 | | |
| CCA charges périodiques | 756 | | |
| TOTAL | 4 793 | | |

Les charges constatées d'avance de 4 793 k€ concernent principalement :

- Les cartes SIM pour 3 751 k€
- Les commissions PREMIUM pour 287 k€
- Crédit-Bail Immobilier pour 155 k€
- Assurance 2024 flotte auto pour 84 k€
- Loyers et charges locatives Nantes pour 66 k€

Produits constatés d'avance

| En milliers d'€ | Produits d'Exploitation | Produits Financiers | Produits Exceptionnels |
|-----------------------------|-------------------------|---------------------|------------------------|
| Produits constatés d'avance | 40 049 | | |
| TOTAL | 40 049 | | |

Produits constatés d'avance : facturation d'avance des prépayés.

Les produits constatés d'avance sont établis selon la méthode suivante :

- Etalement de la facturation sur la durée de garantie du contrat ou sur 15 ans pour les contrats prépayés
- Ces PCA sont diminués du montant des coûts commerciaux estimés par COGEELEC sur les prépayés (soit incidence de 1 752 K€ au 31/12/2024), afin de couvrir ces charges.

Les charges futures, associées directement aux contrats facturés d'avance, sont estimées à 20 % des PCA soit 8 M€ (cartes SIM + amortissement des modules).

4.3.4 NOTES AU COMPTE DE RESULTAT

Les ventes de matériel sont comptabilisées en résultat à la date de livraison.

Les contrats d'abonnement et les contrats en offres globales (incluant une partie vente de matériel et une partie prestation de services) sont comptabilisés à l'avancement de façon linéaire sur la durée des contrats.

Production immobilisée

- Dont production immobilisée sur les projets : 2 613 K€
- Dont production immobilisée sur le matériel lié aux contrats d'abonnement : 1 269 K€

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Honoraires de certification des comptes : 191 k€

Ces honoraires se répartissent comme suit :

- ACCIOR : 95,7 k€
- DELOITTE : 95,7 k€

4.3.4.1 Résultat financier

| En milliers d'€ | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|--------------|--------------|
| Produits financiers de participation | 993 | 1 172 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | 0 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 769 | 539 |
| Reprises sur provisions et transferts de charge | 1 123 | 1 607 |
| Différences positives de change | 52 | |
| Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des produits financiers | 2 937 | 3 318 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 177 | 141 |
| Différences négatives de change | 0 | 40 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des charges financières | 177 | 181 |
| Résultat financier | 2 760 | 3 137 |

La reprise de 1 123 k€ concerne la reprise sur dépréciation des créances rattachées aux filiales :

- Intratone GMBH pour 782 k€
- Intratone LTD pour 341 k€

Parties liées

Liste des transactions significatives :

Les transactions effectuées avec des parties liées correspondent aux prestations techniques et prestations marketing facturées par la société HRC pour un montant de 998 k€ et font l'objet d'une convention réglementée (se référer au paragraphe 2.3.2)

4.3.4.2 Charges et produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

| En milliers d'€ | Charges | Produits |
|--|------------|------------|
| Pénalités, amendes fiscales et pénales | 7 | |
| Rappel d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices) | 149 | |
| Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 65 | |
| Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | 150 | |
| Provisions pour risques et charges | 153 | |
| Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 44 |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | | 75 |
| Subventions d'investissement virées au résultat | | 6 |
| Autres produits | | 133 |
| Provisions pour risques et charges | | 181 |
| Provisions pour dépréciation | | |
| TOTAL | 523 | 439 |

Le résultat exceptionnel de -84 k€ comporte principalement :

- Boni rachat actions propres + 133 k€
- VNC des projets abandonnés - 60 k€
- Rappel d'impôt par suite du contrôle fiscal (TVA et CIR) - 149 k€

4.3.4.3 Résultats et Impôts sur les bénéfices

RESULTAT ET IMPOTS SUR LES BENEFICES

| En milliers d'€ | Montant |
|---|---------|
| Base de calcul de l'impôt | |
| Taux Normal – 25% | 8 498 |
| Taux Réduit – 15% | |
| Plus-Values à LT – 15% | |
| Concession de licences – 10% | |
| Contribution locative - 2,5% | |
| Contribution temporaire de solidarité - 33% | |
| Crédit d'impôt | |
| Compétitivité Emploi | |
| Crédit recherche et recherche collaborative | |
| Crédit formation des dirigeants | |
| Crédit apprentissage | |
| Crédit famille | |
| Investissement en Corse | |
| Crédit en faveur du mécénat | 9 |
| Autres imputations | |

INCIDENCE DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

| En milliers d'€ | Montant |
|--|--------------|
| Résultat de l'exercice après impôts | 5 658 |
| + Impôts sur les bénéfices | 2 161 |
| + Supplément d'impôt lié aux distribution | |
| - Créances d'impôt sur les bénéfices | |
| Résultat avant impôt | 7 819 |
| Variation des provisions réglementée | |
| Provision pour investissements | |
| Provision pour hausse des prix | |
| Amortissements dérogatoires | |
| Provisions fiscales | |
| Autres provisions réglementées | |
| Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt) | 7 819 |

VENTILATION DE L'IMPOT

| En milliers d'€ | Résultat avant Impôt | Impôt correspondant (*) | Résultat après Impôt |
|-------------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|
| + Résultat courant | 9 026 | 2 141 | 6 885 |
| + Résultat exceptionnel | -84 | 20 | -104 |
| - Participations des salariés | 1 123 | | 1 123 |
| Résultat comptable | 7 819 | 2 161 | 5 658 |

(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")

L'impôt de 2 160 k€ correspond à la charge d'IS calculée au 31 décembre 2024 pour 2 169 k€ déduction faite de la réduction impôt mécénat de 9 k€.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 25% , fait ressortir une créance future d'un montant de 305 k€. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfiques.

| Montants en milliers d'€ | Montant |
|--|--------------|
| Accroissements de la dette future d'impôt | |
| Liés aux amortissements dérogatoires | |
| Liés aux provisions pour hausse de prix | |
| Liés aux plus-values à réintégrer | |
| Liés à d'autres éléments | |
| A. Total des bases concourant à augmenter la dette future | |
| Allègements de la dette future d'impôt | |
| Liés aux provisions pour congés payés | |
| Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice | 1 219 |
| Liés à d'autres élément | |
| B. Total des bases concourant à diminuer la dette future | 1 219 |
| C. Déficit reportables | |
| D. Moins-values à long terme | |
| Estimation du montant de la créance future | 305 |
| Base = (A-B-C-D) Impôt valorisé au taux de 25% | |

Les provisions des charges à payer non déductibles de 1 218 k€ correspondent à :

- La participation 1 123 k€
- La provision C3S 95 k€

4.3.4.4 Effectif

Effectif moyen du personnel : 294 personnes dont 12 apprentis et 2 handicapés.

| Personnel salarié | 31/12/2024 |
|-----------------------------------|------------|
| Cadres | 106 |
| Agents de maîtrise et techniciens | 52 |
| Employés | 91 |
| Ouvriers | 45 |
| TOTAL | 294 |

4.3.4.5 Autres informations

INFORMATIONS SUR LES DIRIGEANTS

Rémunérations allouées aux membres des organes de Direction

Monsieur Roger LECLERC, Président Directeur Général de la Société, a perçu une rémunération à hauteur de 596 k€ au titre de l'exercice 2024 (part fixe de 300 k€ et part variable de 296 k€). Par ailleurs, aux termes de la 9^{ème} résolution de l'assemblée générale du 24 juin 2024, les actionnaires de la Société ont fixé à 40.000 euros le montant maximum annuel global de la rémunération globale des administrateurs à répartir entre les membres du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Dénomination sociale : COGELEC DEVELOPPEMENT

Forme : SAS

SIREN : 90148027700010

Au capital de : 34 568 223 €

Adresse du siège social :

370 RUE DE MAUNIT - ZI DE MAUNIT

85290 MORTAGNE SUR SEVRE

Lieu où des copies des états financiers peuvent être obtenues : COGELEC DEVELOPPEMENT.

COGELEC DEVELOPPEMENT est la société mère consolidante du Groupe, constitué de la SAS SRC, SA COGELEC et ses 4 filiales :

- INTRATONE GMBH
- INTRATONE LTD
- INTRATONE BV
- PORTACONNECT

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés

| Montants en milliers d'€ | 31/12/2024 |
|---|---------------|
| Effets escomptés non échus | |
| Avals et cautions | |
| Engagements en matière de pension | |
| Engagements de crédit-bail mobilier | |
| Engagements de crédit-bail immobilier | 4 554 |
| Intérêts des emprunts | 314 |
| Retenue de garantie | 115 |
| Chiffre d'affaires sur les contrats restant à facturer | 1 982 |
| Commandes d'immobilisations | 1 |
| Achats à terme en dollars | 3 600 |
| Autres engagements donnés | 6 012 |
| Total | 10 566 |
| Dont concernant Engagements assortis de suretés réelles | |

La retenue de garantie de 115 K€ correspond au gage espèce, en lien avec le prêt de 2.3 M € accordé par BPI France.

La société COGELEC apporte son soutien à ses filiales étrangères, aussi longtemps qu'elles feront partie du Groupe, afin de leur permettre d'honorer leurs dettes à bonne échéance et de poursuivre leur activité normale sans aucune interruption.

L'entreprise possède 13 M\$ de lignes auprès des banques pour des achats à terme en dollars qu'elle utilise partiellement.

Sur l'année 2024, COGELEC a acheté 7 950 K\$ sur cette ligne. Sur 2025, COGELEC s'est déjà engagé sur 3 600 K\$.

Engagements reçus

| Montants en milliers d'€ | 31/12/2024 |
|--|---------------|
| Plafonds des découverts autorisés | 1 250 |
| Avals et cautions | |
| Intérêts des emprunts | 314 |
| Retenue de garantie | 115 |
| Engagement de crédit-bail mobilier et immobilier | 4 554 |
| Chiffre d'affaires sur les contrats restant à facturer | 1 982 |
| Commandes d'immobilisations | 1 358 |
| Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune | 3 850 |
| Achats à terme en dollars | 3 600 |
| Autres engagements reçus | 15 773 |
| Total | 17 023 |
| Dont concernant Les Filiales | 3 850 |

CREDIT-BAIL

| Montants en milliers d'€ | Terrains | Constructions | Matériel outillage | Autres | Total |
|--|----------|---------------|--------------------|--------|--------------|
| Valeur d'origine | | 7 275 | | | 7 275 |
| Cumul exercices antérieurs | | 1 766 | | | 1 766 |
| Dotations de l'exercice | | 383 | | | 383 |
| Amortissements | | 2 149 | | | 2 149 |
| Cumul exercices antérieurs | | 3 706 | | | 3 706 |
| Exercice | | 747 | | | 747 |
| Redevances payées | | 4 452 | | | 4 452 |
| A un an au plus | | 747 | | | 747 |
| A plus d'un an et cinq ans au plus | | 2 080 | | | 2 080 |
| A plus de cinq ans | | 1 728 | | | 1 728 |
| Redevances restant à payer | | 4 554 | | | 4 554 |
| A un an au plus | | | | | |
| A plus d'un an et cinq ans au plus | | 0 | | 0 | |
| A plus de cinq ans | | | | | |
| Valeur résiduelle | | 0 | | | 0 |
| Montant pris en charge dans l'exercice | | 747 | | | 747 |

Financement du bâtiment par crédit-bail immobilier d'une durée de 12 ans.

À la suite de l'avenant signé en octobre 2016, le tableau de crédit-bail immobilier tient compte des données définitives, à savoir :

- Coût d'acquisition des terrains : 216 k€
- Gros œuvre : 1 335 k€, amorti sur 35 ans
- Bardage : 586 k€, amorti sur 20 ans
- Installations générales : 1 386 k€, amorties sur 15 ans
- Agencements : 139 k€, amortis sur 10 ans

Soit un total d'investissement de 3 662 k€.

Concernant l'agrandissement, COGELEC a supporté au 1er semestre 2022 des pré-loyers pour 38 k€. Puis le crédit-bail immobilier d'une durée de 12 ans, a débuté en juillet 2022. Ce deuxième contrat tient compte des données suivantes :

Gros œuvre : 560 k€, amorti sur 35 ans

Bardage : 1 658 k€, amorti sur 20 ans

Installations générales : 862 k€, amorties sur 15 ans

Agencements : 533 k€, amortis sur 10 ans

Soit un total d'investissement de 3 613 k€.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 549 k€

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

| Nom | Pays d'immatriculation | Capital | Capitaux propres autres que capital | Quote part de capital détenu | Valeur brute comptable des titres détenus | Valeur nette comptable des titres détenus | Prêts et avances consentis par la société | Résultats | Chiffre d'affaires hors taxes |
|------------------|------------------------|-----------|-------------------------------------|------------------------------|---|---|---|------------|-------------------------------|
| INTRATONE GMBH | ALLEMAGNE | 25 000 € | -14 447 940 € | 100% | 25 000 € | | 12 804 978 € | -252 496 € | 1 474 674 € |
| INTRATONE UK LTD | ROYAUME-UNI | 100 £ | -7 559 791 £ | 76% | 86 € | 86 € | 7 585 101 € | 116 030 £ | 3 606 235 £ |
| INTRATONE BV | PAYS-BAS | 10 000 € | -3 222 125 € | 100% | 10 000 € | 10 000 € | 2 065 620 € | -17 723 € | 3 659 683 € |
| PORTACONNECT | France | 176 800 € | 112 882 € | 35% | 400 000 € | 400 000 € | NA | -199 588 € | 30 690 € |